AMNESTY INTERNATIONAL DÉCLARATION PUBLIQUE

9 avril 2020 Numéro d'index : AFR 35/2117/2020

MADAGASCAR : SUR FOND DE COVID-19, UNE JOURNALISTE SE RETROUVE EN DÉTENTION PRÉVENTIVE ALORS QUE LES AUTORITÉS CONTINUENT D'INTIMIDER LA PROFESSION

Les autorités malgaches doivent libérer immédiatement et sans condition une journaliste incarcérée après avoir été accusée d'avoir critiqué le président pour sa gestion de la riposte au COVID-19, a déclaré Amnesty International ce jour. Arphine Helisoa, directrice de publication du journal "Ny Valosoa" a été envoyée en détention préventive à la prison d'Antanimora, dans la capitale, le 4 avril. Elle est accusée de diffusion de fausses nouvelles et d'incitation à la haine envers le président Andry Rajoelina, après une publication sur la version en ligne de "Ny Valosoa", un journal proche de l'opposition. La publication en cause qui a été partagée le 2 avril critiquait la réponse du gouvernement malgache à la pandémie mondiale de COVID-19. Ainsi, le gouvernement aurait mal géré la crise – l'article fait référence notamment à la décision d'autoriser l'ouverture des marchés sans pour autant mettre en œuvre des mesures de protection tout en ayant recours à un usage excessif de la force pour disperser les personnes encore présentes dans la rue. Elle qualifie également le président « d'assassin » car il n'aurait pas mis en en œuvre des mesures pertinentes et adaptées au contexte malgache, ce qui pourrait selon elle entraîner la mort de nombreux Malgaches.

La version imprimée du journal, à l'instar de tous les autres journaux du pays a été publiée pour la dernière fois le 21 mars au début du confinement. Toutefois, la version en ligne et une page Facebook sont toujours disponibles. Selon son avocat, cette arrestation est une manœuvre politique qui la vise personnellement car elle est la directrice de publication d'un journal d'opposition.

Depuis 2016, le code de la cybercriminalité ne prévoit plus de peines de prison pour la diffamation et les insultes en ligne. Par conséquent, les journalistes ne peuvent plus être condamnés à des peines d'emprisonnement pour des infractions liées à la diffamation ou aux insultes. Bien que Gérard Rakotonirina, président de l'Association des journalistes de Madagascar confirme qu'Arphine Helisoa est une journaliste professionnelle accréditée, les autorités refusent de la reconnaître comme telle, ce qui leur permet de la détenir en s'appuyant sur des lois abusives qui prévoient des peines de prison pour les non-journalistes accusés d'incitation à la haine contre le gouvernement. Gérard Rakotonirina a qualifié la situation de sa cliente de détention arbitraire qui viole la liberté de la presse et constitue une entrave au travail des journalistes.

En raison de la pandémie de COVID-19, Arphine Helisoa ne sait pas quand son procès aura lieu, ce qui signifie qu'elle pourrait passer de longs mois dans des conditions mettant sa vie en danger. Comme l'a révélé Amnesty International dans son rapport 2018, les détenu-e-s sont entassé-e-s dans de grandes cellules surpeuplées et n'ont accès ni à des conditions d'hygiène appropriées, ni à une nourriture de qualité ni aux soins de santé. Le recours excessif du gouvernement à la détention préventive est la principale cause de cette surpopulation carcérale. Ces dernières années, Amnesty International a également documenté les menaces qui pèsent sur le droit à la liberté d'expression et de la presse. En raison du risque accru de transmission de maladies infectieuses dans des conditions d'insalubrité et de surpopulation carcérale, Amnesty International a demandé au gouvernement de désengorger d'urgence les prisons du pays, en mettant particulièrement l'accent sur la libération des personnes en détention préventive. Le gouvernement malgache doit libérer immédiatement et sans condition Arphine Helisoa et veiller à ce que le droit à la liberté d'expression, tant pour les journalistes que pour le grand public soit garanti.

Complément d'information

C'est la deuxième fois qu'Arphine Helisoa est accusée de diffusion de fausses nouvelles par les autorités judiciaires malgaches. La dernière fois, c'était en septembre 2019. Elle était alors accusée avec deux autres journalistes de diffuser de fausses nouvelles après avoir publié des photos d'hélicoptères appartenant à l'armée malgache. Elle avait finalement été acquittée.